

américaines ont eu eux aussi une incidence fort négative sur les prix internationaux, surtout ceux des céréales. Les États-Unis ont sensiblement intensifié leur recours aux subventions à l'exportation dans le cadre de leur Programme de valorisation des exportations. Cela a amené les cours mondiaux bien en deça des prix pratiqués sur le marché américain.

C'est par les soins du Premier ministre Mulroney que l'agriculture est devenue pour la première fois, à Tokyo en 1986, une question à l'ordre du jour des Sommets. Les dirigeants ont alors pris note avec inquiétude de l'excédent de la production agricole, dû en grande partie aux politiques de subventions et de protection. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de mesures visant à réorienter les politiques et à régler la production agricole en fonction de la demande mondiale réelle.

La même année, le Canada a joué un rôle dans la création, par l'Australie, du Groupe de Cairns de 13 pays exportateurs de produits agricoles. Ce groupe, qui réunit tout un éventail de pays, a établi des objectifs de vaste portée pour la réforme du commerce des produits agricoles, question qui figure en bonne place à l'ordre du jour de l'Uruguay Round. Les problèmes du commerce des produits agricoles ont été aussi une grande priorité du Canada au Sommet de Venise en 1987. La Déclaration économique de Venise appuyait énergiquement et sans réserve le communiqué ministériel de 1987 de l'OCDE sur l'agriculture qui réitérait énergiquement le besoin d'une réforme concertée des politiques agricoles, étant donné l'ampleur de ces problèmes et l'urgence de leurs résolution.

À leur dernière réunion, les ministres du groupe de Cairns sont convenus de la nécessité d'élaborer les éléments d'un programme de réforme, d'ici le milieu de l'année, afin de rendre possible un engagement collectif envers un cadre à long terme de réforme agricole à la Conférence d'examen à mi-parcours des NCM qui doit avoir lieu à Montréal en décembre. Le Canada est d'avis que ce cadre doit s'appuyer sur un renforcement des règles du GATT. En outre, les mesures à appliquer immédiatement devraient comprendre un gel de toutes les mesures de soutien qui faussent le commerce des produits agricoles, suivi de réductions du soutien global, pour ce qui est notamment des subventions à la production et aux exportations qui exercent le plus grand effet de distorsion sur les échanges. Il faut aussi une augmentation immédiate des possibilités d'accès aux marchés et un accord sur la gestion des excédents de manière à éviter des perturbations des marchés mondiaux.

À Toronto, les dirigeants du Sommet examineront les progrès accomplis vers une réforme du commerce des produits agricoles et discuteront des tâches qu'il reste à accomplir, particulièrement en ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales.